
La mémoire au prisme du politique

Marie-Aude Fouéré



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/15768>
DOI : 10.4000/etudesafriaines.15768
ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2010
Pagination : 005-024
ISBN : 978-2-7132-2251-1
ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Marie-Aude Fouéré, « La mémoire au prisme du politique », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 197 | 2010, mis en ligne le 10 mai 2012, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/15768> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.15768

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© Cahiers d'Études africaines

La mémoire au prisme du politique

Marie-Aude Fouéré

- 1 Reprenant à bon compte les dichotomies classiques entre tradition et modernité, entre communauté et société, le diagnostic a été posé de l'apparition d'une « crise de la mémoire » (Werbner 1998b : 1) dans une Afrique sub-saharienne entrée de plain-pied dans la modernité urbaine et industrielle, tournée vers le progrès et l'avenir. Le continent aurait atteint le crépuscule de la transmission mémorielle, à l'instar des sociétés occidentales aujourd'hui d'autant plus obsédées par la mémoire qu'elles auraient progressivement renoncé aux pratiques de passation intergénérationnelle de l'expérience collective. Non seulement les pratiques collectives de transmission et d'invocation du passé seraient menacées par les nouvelles conditions d'existence des Africains dans un continent déstabilisé au plan politique, économique et social, mais l'assertion de politiques mémorielles à visée hégémonique, pilotées par les gouvernements, fragiliseraient les mémoires collectives et les entraîneraient vers l'oubli (*ibid*). Pourtant, le travail incessant de la mémoire dans le présent des sociétés africaines est incontestable (Chrétien & Triaud 1999 ; Jewsiewicki & Mudimbe 1993). Certes reconfigurés pour s'ajuster aux conditions du présent, les processus mémoriels qui sont à l'œuvre aujourd'hui témoignent de la vitalité des mémoires dans leur rapport aux phénomènes politiques qui traversent l'Afrique au sud du Sahara.
- 2 Le présent numéro propose un ensemble de contributions qui, partant pour la plupart d'enquêtes empiriques, mettent à jour ce que les enjeux se nouant autour des pratiques différenciées de la mémoire nous disent des dynamiques sociales et politiques dans les contextes spécifiques où elles se déploient. Évitant de rejouer les débats classiques sur les rapports entre histoire et mémoire, entre mémoire et oubli ou entre mémoire individuelle et mémoire collective qui ont focalisé les études historiques sur la mémoire¹, mais sans pour autant les ignorer puisqu'ils se trouvent présents à des degrés divers dans les contributions rassemblées, les cas ici regroupés illustrent ce qu'une anthropologie de la mémoire, soucieuse de partir de la singularité des situations observées dans le temps et dans l'espace², peut apporter aux débats sur les opérations de la mémoire. Si les textes présentés témoignent de l'hétérogénéité des contextes et des mécanismes mémoriels aussi bien que de la pluralité de ses acteurs et des enjeux visés, leur lecture croisée

montre toutefois qu'un même ensemble de questionnements revient sans cesse, témoignant de constantes dans les processus d'invention, de transmission et d'usage mémoriels — ce que la mise en perspective avec l'unique article du numéro ne portant pas sur l'Afrique subsaharienne montre bien. Deux grands axes traversent les textes et retiennent tout particulièrement notre attention dans le cadre d'un numéro qui appréhende les mémoires au prisme du politique : les complexes articulations entre mémoires collectives et mémoires officielles, dont l'exposé servira de fil directeur à notre présentation ; la contribution du travail de la mémoire à la formation des subjectivités morales et politiques — un thème qui clôturera cette introduction³.

Éclaircissements notionnels

- 3 Il est incontestable que le terme de mémoire est aujourd'hui galvaudé. Il est diversement utilisé sans précautions ni rigueur parce que mis en circulation avec profusion dans différents espaces sociaux, aussi bien dans le champ universitaire que dans l'espace public ou sur la scène politique depuis la fin des années 1970, et parce qu'employé pour embrasser des phénomènes et objets extrêmement diversifiés (Baussant 2007 ; Lavabre 2000 ; Traverso 2005). La notion de mémoire est aussi souvent utilisée négligemment comme synonyme d'« histoire », compris dans ces deux acceptions d'événements passés et de discipline historique. Ce rapprochement revient à ignorer la caractéristique première de la mémoire qui est d'être une représentation construite du passé, non le passé lui-même, par définition révolu. Il consiste aussi à assimiler les constructions mémorielles aux opérations historiographiques, voire à suggérer la supériorité des représentations partielles, sélectives et subjectives du passé sur les productions scientifiques en raison de la charge émotionnelle vécue que la mémoire porterait en elle, considérée comme irréductible à des efforts d'intelligibilité analytique. Enfin, le terme de mémoire est de moins en moins assigné à un usage scientifique, mais brandi comme un mot d'ordre lorsqu'il s'agit d'asseoir la nécessité d'un maintien du souvenir porté par un collectif. Ce « devoir de mémoire » étranger à l'approche historique réifie le passé sous la forme d'écrits, de paroles et de sites physiques dédiés à une représentation particulière, se voulant souvent unique, du passé. Ces usages inadéquats et abusifs de la notion de mémoire au regard de ses conceptualisations scientifiques n'invalident pas, selon nous, sa fécondité heuristique et son utilité opératoire pour les sciences sociales, à la condition de circonscrire précisément son champ d'application. Contrairement aux remises en question radicales de la validité du concept de mémoire et aux suggestions selon lesquelles, ce terme n'étant qu'un substitut des notions devenues insatisfaisantes d'« identité » ou de « culture », il pourrait lui aussi être éliminé du champ conceptuel des sciences sociales (Gédi & Elam 1996), on voudrait ici réaffirmer l'utilité de cette catégorie analytique pour appréhender les rapports complexes des sociétés à leur passé et à leur présent dans une filiation halbwachsienne souple.
- 4 La mémoire est un phénomène éminemment collectif, les mémoires individuelles n'étant en rien simplement constituées d'images accumulées par un individu au cours de son existence — cette « mémoire pure » que théorisait Bergson (1896) — mais se forgeant et se modifiant dans leur rapport aux « cadres sociaux » dans lesquels les faits ont été vécus, et dans lesquels le processus de remémoration prend place (Halbwachs 1994). Il y a donc toujours « compénétration de la mémoire individuelle et de la mémoire collective » (Namer 1997 : 294). En outre, la mémoire procède par de constants allers-retours entre

passé et présent, constituant par ce processus même, et de manière simultanée, des représentations verbales, textuelles ou performatives de ces deux temporalités (Halbwachs 1997). Le plus petit commun dénominateur des différentes contributions est sans conteste ce jeu de va-et-vient entre passé et présent qui rend possible la production incessante de significations collectives. Enfin, la mémoire s'ancre dans des lieux concrets (Halbwachs 2008) ou discursifs qui lui insufflent la matérialité nécessaire à sa reproduction, mais ne freinent en rien ses déplacements et recompositions incessantes. Les différents « lieux de mémoire » (Nora 1997) explorés ici, tels les commémorations, les monuments, les écrits ou les récits, montrent que si l'entreprise de Pierre Nora est, telle qu'elle, « intransportable en Afrique » (Moniot 1999 : 13), parce qu'attachée avec nostalgie au projet nationaliste français, elle n'en constitue pas moins une référence inestimable : héritière des développements halbwachsiens de *La topographie légendaire des Évangiles en Terre Sainte* (Halbwachs 2008), elle pose les fondements d'une approche de la mémoire faisant du « lieu » un point d'observation permettant de remonter vers les articulations entre les représentations du passé et les dynamiques politiques, au sens large du terme, qui les portent. Et, rompant avec des approches uniquement tournées vers le passé, elle engage à appréhender la mémoire à partir de sa signification pour un « milieu de mémoire » présent, aussi évanescant soit-il (Nora 1989). Une telle appréhension du concept de mémoire permet de ne pas enfermer la réflexion dans des dissertations abstraites strictement définitionnelles qui tendent à déboucher sur des apories, encore moins d'imposer une définition unique de la notion de « mémoire(s) » dont chaque contribution devrait se contenter d'illustrer la pertinence dans un contexte donné.

À partir de ces référents paradigmatiques partagés, les contributions de ce numéro appréhendent les processus mémoriels par le biais de la mise en forme verbale et physique du passé dans le présent. L'étude des monuments, des commémorations, des figures, des textes, de discours, des corporalités et des mises en scène performatives éclairent les mécanismes de la mémoire sous un jour différent en les mettant en rapport avec les contextes politiques, économiques et sociaux spécifiques dans lesquels ils prennent place. Les contributions rendent compte de différentes modalités possibles de construction de significations collectives par l'articulation du passé et du présent. Réprimées et réduites au silence, ou au contraire vivaces et en voie d'affirmation dans l'espace public, confinées à des collectifs restreints ou reconduites dans des espaces sociaux larges, produites sur un mode verbal ou textuel, ou bien incorporées dans les corps et mises en pratique au travers de performances, toutes montrent comment, dans le travail de la mémoire, se constituent des représentations et des positionnements individuels et collectifs, bref des subjectivités morales et politiques (Cole 2001 ; De Jorio 2006 ; Werbner 1998a, b ; Werbner & Ranger 1996) qui ne se résument en rien aux seuls modes d'identification ethniques ou raciaux. Pour finir, indiquons ici que les termes de « récits » et de « narrations »⁴, aujourd'hui d'usage courant dans la littérature anglo-saxonne, seront largement employés pour référer aux productions de la mémoire, ces notions ayant l'avantage de mettre en exergue combien le travail mémoriel procède par agencement de symboles pour construire des significations partagées.

Des temporalités entremêlées

- 5 La période coloniale, à laquelle la traite négrière et l'esclavage sont souvent adjoints, dans un ample mouvement sourd aux effets anachroniques et porté au comparatisme débridé, est le référent principal des controverses de mémoires qui s'amplifient aujourd'hui. Différentes raisons peuvent être invoquées pour comprendre ce phénomène. On peut ainsi chercher du côté des « écritures africaines de soi » la centralité accordée à la colonie comme expérience cruciale de la formation des subjectivités africaines (Mbembé 2000). Parce que l'épisode colonial est conçu comme une expérience de l'asservissement, de l'abrutissement et de la mort, mais aussi en tant qu'il fut une « prodigieuse machine productrice de désirs et de fantasmes » (Mbembé 2006 : 108), les mémoires qui surgissent en Afrique, mais aussi aux Antilles, resteraient indéfectiblement attachées à ce référent à la fois traumatique et fascinant. Par ailleurs, la période coloniale serait particulièrement l'objet de controverses et revendications mémorielles en raison du fait que les pouvoirs coloniaux ont mis en place des politiques du silence, avec l'objectif de maîtriser les représentations et usages du passé des populations locales par le contrôle des lieux d'expression et l'imposition de récits historiques énoncés du point de vue des métropoles (Chrétien & Triaud 1999). Enfin, on peut penser qu'un certain tropisme de la recherche en Europe porte à rendre compte des mémoires de la colonie qui surgissent dans les anciens pays colonisés au prisme de leur impact sur les anciens empires coloniaux⁵. Si les polémiques et controverses mémorielles sur le passé colonial semblent tout particulièrement intéresser les sociétés européennes postcoloniales, cela s'explique par le fait que l'immixtion de ces récits alternatifs dans la signification et le contenu de l'expérience coloniale du point de vue des colonisés contribuent à modifier les imaginaires, les dynamiques sociales et les configurations économiques et politiques des sociétés européennes. Ces polémiques conduisent les anciennes métropoles coloniales à devoir sortir de leur amnésie coloniale. Ces dernières se voient forcées d'ouvrir les débats sur cette période enfouie de leur histoire et de prendre parti en acceptant ou refusant de faire des excuses officielles. Par exemple, dans sa contribution aux débats sur la mémoire du fait colonial en Europe et en Afrique du numéro spécial de *Politique africaine*, Reinhart Kössler (2006 : 56) montre bien comment, dans une Allemagne où « Auschwitz est devenue la grille de lecture centrale et incontournable de toute auto-figuration », les revendications mémorielles induisent l'émergence de controverses dans le monde académique et dans l'opinion publique. Parce que les violences passées commises à l'égard des Herero sont conceptualisées comme « génocide » par les organisations de la société civile namibienne, elles remettent en question la spécificité et l'incommensurabilité de la Shoah, mais viennent aussi bouleverser les représentations collectivement partagées du colonialisme allemand et de ses racines idéologiques.
- 6 Sans aucunement sous-estimer ni minimiser l'importance cruciale de la période coloniale, et encore moins de l'expérience esclavagiste antérieure, dans la structuration symbolique et concrète des sociétés africaines et antillaises, le présent numéro s'engage dans deux directions. Il s'agit tout d'abord de soutenir l'idée que les revendications mémorielles ne sont pas seulement à étudier du point de vue des interrogations de la métropole, mais comme faisant partie intégrante du jeu politique des pays considérés⁶. Les commémorations, les exhumations de mémoires collectives contestataires, les enjeux des réparations ont sans aucun doute un impact sur les sociétés européennes, et leur

réception en Europe contribue en retour à influencer sur les modalités de la remémoration. Mais ceci n'implique aucunement qu'il faille négliger de saisir les recompositions mémorielles africaines en rapport aux dynamiques sociales et politiques des contextes où elles se déploient, pour montrer comment elles produisent des significations locales et trouvent usage dans les cadres où elles sont mises en branle. En un sens, on pourrait dire que le numéro « provincialise » l'Europe (Amin 1995 ; Chakrabarty 2000 ; Diouf 1999) si, par cette formulation, on n'entend pas radicalement remettre en question les catégories de la pensée européenne et ses apports à l'histoire mondiale des idées, mais simplement adopter une approche épistémologique qui retire à l'Europe son statut de point de référence ultime de toute entreprise de connaissance (Amselle 2008). Ce fut, pour rappel, des intentions similaires qui furent au fondement de la révolution copernicienne de l'africanisme dans les années 1970, et de la discipline historique en particulier dans son traitement de l'histoire africaine (Copans 1990).

En second lieu, les contributions rassemblées dans ce numéro montrent combien il serait réducteur, et inopérant, dans des études sur les mémoires en Afrique et aux Antilles, de suivre à l'aveuglette la périodisation historiographique classique entre histoire précoloniale, coloniale et postcoloniale. Il s'agit au contraire d'appréhender les mémoires comme « palimpsestes » (Hyussen 2003 ; Shaw 2002), parchemins sur lesquels se réécrivent les représentations des nouveaux épisodes du passé sur les traces d'anciens récits à moitié effacés, de sorte qu'au final se mêlent dans un même espace mémoriel des narrations du passé liées à des temporalités différentes. Selon une autre image, il s'agit d'y reconnaître l'existence de plis et des pliures qui, coupant la linéarité du passé historiographique, font se superposer et s'agglomérer des événements rattachés à des temporalités diverses dans l'histoire des pays considérés. Dans les mémoires, le temps s'étire ou se ramasse, laissant apparaître des rapprochements, entremêlements voire assimilations d'événements historiquement lointains⁷. Cette approche de la mémoire à ceci de notable que, loin d'accorder sa priorité à une époque précise — mais sans non plus faire du temps colonial une simple « parenthèse muette » (Moniot 1995 : 648) — elle fait ressortir la nécessité de connecter tout objet mémoriel aux différentes temporalités qui lui sont associées dans les modes d'appréhension locaux (Argenti 2007). La contribution de Ferdinand De Jong à ce numéro est éclairante à cet égard. L'auteur rend compte du *maggal* (pèlerinage) de la confrérie soufie des Mourides ayant lieu chaque année à Saint-Louis du Sénégal, au cours duquel des milliers de pèlerins se réunissent pour commémorer une prière du saint Cheikh Ahmadou Bamba datant de 1895. Ce pèlerinage annuel est conceptualisé comme une « technologie de temporalité » qui rejoue le passé dans le présent. Mais les référents passés de la commémoration ont pour particularité d'être pluriels, renvoyant aux relations historiques entre les rois wolofs et les musulmans, à différents épisodes de la vie et de la résistance de Cheick Ahmadou Bamba face au pouvoir colonial, et aux relations historiques entre les *leaders* mourides et les autorités coloniales, mais aussi postcoloniales. Bref, ce sont différents moments et épisodes du passé sénégalais qui s'entremêlent dans un même lieu et dans un même temps de la mémoire. De façon similaire, Marie-Aude Fouéré montre qu'à Zanzibar, les différentes narrations de la Révolution de 1964 — interprétée par ses fomenteurs, et par le pouvoir en place depuis lors, comme le renversement d'une minorité arabe par une majorité africaine asservie — qui s'énoncent aujourd'hui se connectent, en amont, au passif de la traite négrière et de l'esclavage domestique pendant la période du sultanat arabe, et, en aval, à différents événements de la postcolonie relatifs au despotisme des élites politiques. Le palimpseste mémoriel zanzibari se rédige à plusieurs mains, mêlant les

multiples écritures contemporaines de la révolution aux différentes couches d'écritures passées. Étrangères aux découpages temporels argumentés de l'écriture historique du passé, les narrations mémorielles procèdent par des branchements fluctuants de temporalités diverses en raison des traces du vécu qu'elles condensent et des effets recherchés dans le présent.

Disputes mémorielles médiatisées

- 7 L'apparition de revendications mémorielles dans des espaces publics pluriels témoigne du dynamisme de la mémoire dans son versant ostensible (Deslaurier & Roger 2006). Sous la forme d'appels à des mémoires dites détournées, bafouées, méprisées, écrasées, ou encore effacées, le passé est convoqué à des fins de reconnaissance sociale souvent couplée à des tentatives de légitimation politique. Les échelles de ces processus de résurgence mémorielle sont diverses, le plus souvent entrecroisées : même lorsque les mémoires sont d'abord exhumées ou inventées, et mises en circulation à un niveau strictement local ou régional — leur référent passé faisant donc sens pour un groupe ou un ensemble limité de groupes sociaux —, les mémoires promues dans le cadre de revendications explicites ont souvent en ligne de mire les autorités politiques nationales (l'État colonial, l'État-nation postcolonial) en tant qu'elles ont été, ou sont, les promoteurs et producteurs d'une interprétation particulière du passé à laquelle les populations devraient adhérer, au détriment de toute autre (Gillis 1994). En outre, les ressorts du surgissement des mémoires ne peuvent être appréhendés sans tenir compte de la configuration internationale actuelle, caractérisée par la mondialisation des mémoires et de la concurrence victimaire (Chaumont 1997 ; Fassin & Rechtman 2007). Les disputes mémorielles, qui découlent de la confrontation des mises en forme différentielles du passé, sont d'autant plus vives qu'elles renvoient à des enjeux de reconnaissance symbolique, souvent celle des souffrances endurées et des traumatismes engendrés, mais aussi à des enjeux financiers ou matériels prosaïques lorsque ces disputes visent, en dernier ressort, la restitution et la réparation (Jewsiewicki 2004). L'exemple de la Namibie, déjà mentionné, peut ici servir d'archétype à la démonstration d'une « judiciarisation de la mémoire » (Rouso 2001 : 43) : les violences et répressions perpétrées contre les peuples herero et nama par l'Allemagne coloniale (1888-1914), mais aussi les exactions à l'égard des opposants politiques commises par l'Afrique du Sud, colonisateur *de facto* de la Namibie entre 1914-1990, sont l'objet d'intenses controverses et de requêtes judiciaires entre organisations de la société civile et le gouvernement namibien. Ce dernier est cependant peu disposé à faire resurgir un passé qui pointe aussi sa responsabilité dans les arrestations, détentions arbitraires, actes de torture et exécutions sommaires perpétrés des années 1960 jusqu'à la fin des années 1980 contre les opposants à l'ancien mouvement de libération, au pouvoir depuis l'indépendance (Buford & van der Merwe 2004).
- 8 En Afrique subsaharienne, ce phénomène de mobilisation mémorielle engendrant une visibilité accrue de mémoires multiples, souvent antagonistes voire franchement conflictuelles, est inséparable des processus de démocratisation qui ont pris leur essor dans les années 1980-1990. Qu'elle se réduise à des stratégies discursives destinées à s'attirer les faveurs de la communauté internationale et de la société civile nationale, ou qu'elle s'accompagne de réelles mesures politiques en faveur d'une plus grande transparence de la vie politique et de l'alternance politique, la démocratisation a entraîné

dans son sillage une plus grande ouverture de l'espace public à des voix multiples. Dans cette nouvelle configuration politique, la mémoire est devenue un outil de légitimation à mobiliser dans le jeu politique et dans la compétition pour le pouvoir, notamment lors d'enjeux politiques comme les périodes électorales. Au Kenya, le mouvement mau mau, « point culminant de la contestation du pouvoir colonisateur » comme le rappelle Jérôme Lafargue dans sa contribution au présent numéro, est l'objet d'incessantes tentatives d'appropriation, de reconstruction et de manipulation à des fins de contestation politique. L'ouverture de l'espace politique a permis la formation de multiples groupes de ressouvenance qui mobilisent la mémoire de cette insurrection à des fins de protestation politique. L'un des moindres est le mouvement mungiki, engagé dans une vaste opération de conquête du pouvoir depuis les violences post-électorales de 2008. Le pouvoir en place n'est pas en reste : après une longue période d'étouffement de la mémoire mau mau par le régime de Jomo Kenyatta, son successeur, Daniel arap Moi, a mobilisé les associations de mémoire pour contrer leur potentiel contestataire, assurer sa promotion personnelle et faciliter la victoire de son parti politique. En Mauritanie, après deux décennies de régime militaire (1984-2005), le débat sur le passé traumatique s'imposa dans l'agenda politique. Sidi N'diaye montre ici pourquoi aucune vision partagée des événements du passé sombre mauritanien ne put émerger au cours des journées de « concertation nationale » organisées en 2007 pour faciliter la réconciliation des différentes composantes ethniques du pays. Les partis politiques et les collectifs non étatiques engagés dans ces débats regroupent des individus ayant un vécu distinct du passé, et représentent des groupes d'intérêts différents dans la course à la légitimité politique et à l'accession au pouvoir. Ces deux contributions témoignent du fait qu'en contexte de pluralisme politique, les « usages du passé » (Hartog & Revel 2001 ; Lavabre 1994) et la mobilisation des mémoires ne sont plus le simple fait d'un État poursuivant la préservation de sa légitimité politique et le renforcement de l'unité nationale. Les productions mémorielles non étatiques entravent les instruments classiques d'imposition d'une mémoire publique officielle homogène, et obligent les autorités en place à des repositionnements constants touchant au sens du passé dans l'histoire nationale.

L'accroissement du dynamisme médiatique et, dans la plupart des contextes nationaux, de son corollaire, à savoir la critique politique, a été le rouage principal de la circulation publique de mémoires disputées en contexte de démocratisation. La contribution de Marie-Aude Fouéré rend compte du rôle majeur joué par la presse indépendante qui fleurit au début des années 2000, dans l'exhumation d'événements tenus cachés par le pouvoir en place, la mise en circulation de la voix des victimes et la publicisation de versions alternatives de la Révolution de 1964 et des années de l'autoritarisme d'État entre 1964 et 1975 à Zanzibar. Elle montre cependant que la réouverture des plaies d'un passé douloureux, parce qu'elle remet en cause la mythologie révolutionnaire, est perçue comme une attaque frontale par les détenteurs du pouvoir. Dans un contexte d'ouverture démocratique encore faible, ceux-ci usent des outils à leur disposition (censure, musellement des médias) pour continuer à cacher un passé qui dérange. La littérature est aussi de plus en plus saisie comme espace de publicisation des mémoires, sous la forme de romans, mais aussi de récits biographiques. Certes, l'écrit littéraire peut aider les victimes à vivre les situations extrêmes et dépasser les traumatismes (Bonnet 2004). Mais il est surtout, dans la perspective qui est ici la nôtre, une ressource dans le jeu mémoriel. Au Kenya, comme l'évoque ici Jérôme Lafargue, l'autobiographie est une pratique relativement ancienne, puisque différents récits d'expériences vécues par d'anciens combattants de la révolte de Mau Mau, publiés dans les années 1960 et 1980, ont eu un

impact considérable sur les modes du souvenir de cette insurrection. Ces pratiques sont beaucoup plus récentes dans les pays autrefois dirigés d'une main de fer. La contribution d'Alioune Sow s'attache à l'analyse des mémoires personnels de deux anciens officiers militaires du régime de Moussa Traoré au Mali (1968-1991). Après la longue période de contrôle étatique fort sur le champ littéraire, au cours de laquelle aussi bien les écrits fictionnels que les récits de vie étaient interdits s'ils s'avéraient évoquer la période du régime militariste, une panoplie d'écrits paraissent aujourd'hui pour examiner les années de l'autoritarisme d'État. Dans le cadre de cette effervescence mémorielle rendue possible par la démocratisation du paysage politique entamée en 1991, l'auteur montre comment ces récits de vie, qui dévoilent des pans cachés des années sombres, jouent un rôle majeur dans la déconstruction d'une histoire nationale édifiante et contribuent aux débats sur les modalités du souvenir. Contrairement aux situations les plus fréquentes aujourd'hui où ce sont les témoins se considérant « victimes » qui font entendre leurs voix (Chaumont 1997 ; Wiewiorka 1998), le cas du Mali exemplifie l'émergence de mises en récit par des « bourreaux ». Ces récits participent au débat mémoriel en fournissant des éléments historiques mais, contrairement aux narrations victimaires portées par la quête de reconnaissance, ils se partagent plus volontiers entre tentatives de disculpation et exercices de pénitence.

Incertitudes contestataires

- 9 Il serait trompeur de référer le dynamisme des mémoires uniquement à leur visibilité dans un espace public empli de revendications à un droit de mémoire, de reconnaissance de responsabilités, d'exigences de réparations et, parfois, de poursuites judiciaires contre les anciens États coloniaux ou les États postcoloniaux. Les contributions au numéro rappellent que la « frénésie mémorielle » et l'« affolement commémoratif » autour de l'esclavage et de la colonisation, pour reprendre les expressions de Christine Chivallon dans sa contribution, ne constituent pas les seules situations de construction de pratiques et de récits collectifs sur le passé. À côté des mémoires mises en circulation sur la scène internationale, relayées efficacement par les médias et les porte-parole des groupes qui les mobilisent, s'énoncent des récits du passé moins redevables d'une actualité mémorielle internationale que d'enjeux politiques et symboliques circonstanciés qui font sens à des échelles plus restreintes. Le potentiel contestataire de ces récits est à géométrie variable.
- 10 Proche des analyses précédemment évoquées sur les productions mémorielles non étatiques et leurs usages dans le jeu politique au Kenya et en Mauritanie, l'article de Sandrine Perrot sur le monument aux morts d'Obalanga dans la région du Teso en Ouganda dépeint avec méticulosité la complexité des transformations, chevauchements et repositionnements constants des mémoires mobilisées. Dans le « champ de bataille mémoriel » constitué autour du projet de construction de ce lieu de mémoire qui devait commémorer les miliciens *Arrow Boys* tombés pendant une contre insurrection victorieuse menée contre l'Armée de Résistance du Seigneur entre 2003 et 2005, les mémoires mises en circulation et convoquées par les différents acteurs concernés ne sont pas simplement juxtaposées, encore moins figées. Elles suivent les inflexions des enjeux de pouvoir post-conflit : la redéfinition des rapports entre centre et périphéries, les modalités de détention du pouvoir entre élites politiques et élites militaires, la reconnaissance symbolique du rôle des miliciens. Malgré des phases de cristallisation

autour d'enjeux ponctuels, les nécessités d'occupation symbolique de l'espace public favorisent des évolutions constantes dans la production et la mobilisation des mémoires. Ceci explique que les mémoires en jeu ne sont pas toujours directement contestataires du pouvoir en place : elles rejoignent aussi parfois les représentations officielles promues par les autorités si l'intérêt du moment l'appelle. Bien que moins axé sur l'actualité du fonctionnement du jeu politique, l'article de Ferdinand De Jong sur le Sénégal montre aussi combien la mémoire mouride, qui se met en scène dans le *maggal*, est porteuse d'une conception de la citoyenneté et de l'appartenance à la nation qui ne se superpose pas à celle promue par l'État sénégalais. Si la « communauté imaginée » (Anderson 1991) dans le pèlerinage mouride ne correspond pas à une mémoire protestataire qui viendrait confronter frontalement les représentations étatiques de la nation républicaine, elle n'en est pas moins productrice de conceptions alternatives du passé et du lien politique qui témoignent des modes de résilience des collectivités face aux imaginaires nationaux qui cherchent à s'imposer.

Au sein des contributions qui rejettent les dichotomies simplistes entre mémoires et contre mémoires, ou entre mémoires officielles et mémoires collectives, montrant au contraire que leur mise en opposition frontale n'est qu'une modalité relationnelle possible, circonstancielle, dans des trajectoires mémorielles fluctuantes, l'article de Paolo Israel sur les mémoires des vétérans de la lutte anticoloniale au Mozambique se détache nettement. Partant d'une analyse des chants révolutionnaires produits pendant les années de la *luta*, l'auteur montre que les tropes idéologiques nourrissant la mémoire officielle nationale ne sont pas nécessairement contestés dans les mémoires populaires, mais au contraire assimilés et reproduits avec fidélité. L'image du guerrier et des combats, le sens de la lutte, la conception de la colonie, bref toutes les figures construites par le nationalisme d'État, sont celles-là même qui infusent les représentations populaires se donnant à voir dans les performances musicales. À l'encontre des thèses sur les productions mémorielles populaires qui, en référence à l'œuvre de Bakhtine (1965), mettent l'accent sur leur charge de résistance à l'ordre établi (Vail & White 1991 ; Fabian 1996), Paolo Israel soutient que la mémoire collective assimile d'autant mieux les images du passé qu'elles sont produites par une élite populiste qui construit sa légitimité sur une représentation fantasmée du peuple comme lieu du pouvoir.

Clandestinité oscillatoire

- 11 Des mémoires plus anonymes se transmettent et se reconstruisent au sein d'espaces sociaux restreints faiblement organisés (familles, quartiers, villages, etc.) constitués par des réseaux d'acteurs liés par le partage d'une même expérience historique. Il ne s'agit aucunement de concevoir ces mémoires comme plus « authentiques » que les récits réinventés par des entrepreneurs *es mémoire*, même s'il convient de reconnaître que les traces du vécu et le poids du traumatisme qu'elles portent les créditent d'une charge émotionnelle intense. Ces mémoires localisées, peu susceptibles de pouvoir influencer sur la prise de décision politique à l'échelle nationale, témoignent des modalités de résilience face au pouvoir d'État national qui n'est jamais tout-puissant. Dans sa contribution sur les mémoires de la lutte pour l'indépendance au Mozambique, Ana Margarida Santos donne à voir les modalités actuelles d'imposition d'une version unique de ce passé pas si lointain. La mémoire publique officielle de la libération qui est promue par le pouvoir en place, et se donne notamment à voir dans les célébrations nationales, se construit sur les

fondements d'une « politique du silence »⁸. L'État mozambicain développe des pratiques concrètes d'occultation voire d'oppression des mémoires qui, sans avoir vocation à contester la légitimité du pouvoir en place, ne sont pas en congruence avec la version héroïsée des combats menés par le FRELIMO. Les mémoires des non-combattants ou celles des collaborateurs au pouvoir colonial n'ont ainsi de place que dans les interstices d'un méta-récit national qui semble emplir l'espace public. Les récits officiels, c'est-à-dire ces « mémoires fortes » affaiblissant les manifestations et expressions mémorielles alternatives, sont producteurs de « mémoires faibles » qui restent « souterraines, cachées ou interdites » (Traverso 2005 : 54). L'oppression va de pair avec la valorisation mémorielle. L'article d'Ana Margarida Santos constitue le pendant de celui de Paolo Israel : là où l'un éclaire les mémoires construites en creux du récit officiel, l'autre rend compte des mémoires qui incorporent et reproduisent ce même récit. Ces deux formes de positionnement mémoriel vis-à-vis des représentations du passé promues par l'État paraissent autant découler des différences dans les expériences historiques des groupes concernés que de leur reconnaissance sociale contemporaine.

- 12 C'est le même type de processus de transmission mémorielle dans l'intimité des familles et des collectifs restreints, en raison de leur négation par l'État, que dépeint Christine Chivallon dans sa contribution sur la Martinique. L'auteure rassemble et analyse les témoignages des descendants des insurgés d'une insurrection qui éclata en septembre 1870, immédiatement après la proclamation de la Troisième République, dans une commune du Sud de l'île. Cette courte insurrection, localement appelée « affaire Codé » du nom du planteur blanc dont les prises de position mirent le feu aux poudres, trouve sa source profonde dans le contexte social des années post-abolitionnistes caractérisées par la mise en place d'un système extrêmement répressif à l'égard des anciens esclaves libérés en 1848. Christine Chivallon démonte les ressorts d'une transmission intergénérationnelle qui s'est faite dans le silence et la honte, en raison du stigmate attaché aux insurgés et à leurs descendants. Elle montre cependant que, dans les marges du dispositif narratif colonial et postcolonial à visée hégémonique, les « petits récits » mémoriels continuent toujours de circuler. L'article de Marie Rodet sur le Soudan français, devenu Mali, qui suit une approche similaire des mémoires locales, s'attaque de front à la question de la disparition de la mémoire. L'auteure traque les mémoires familiales de l'émancipation des esclaves et de la fondation de villages rebelles dans la région de Kayes, faisant ressortir que seules des bribes de ce passé ont été transmises jusqu'à aujourd'hui. Ces mémoires « tronquées » (Rossi 2009) ont ceci de particulier qu'elles se maintiennent à un niveau infra-officiel, et tendent même à tomber dans l'oubli : non seulement au moment des événements, les anciens esclaves préféraient mettre en avant leurs nouvelles identités d'hommes libres, mais aujourd'hui encore, dans une société où le sommet de la hiérarchie sociale est occupé par les hommes libres, les descendants d'esclaves ne mobilisent aucunement des mémoires qui rappelleraient leur origine servile. Ces deux articles nous amènent à tenir compte de la spécificité de la problématique de la mémoire de l'esclavage, tirillée entre une « épistémologie de la vérification » (Scott 1997 : 21) consistant à chercher les traces d'un héritage africain chez les populations des Amériques et des Antilles, et une mise en oubli d'un passé rabattu sur les expériences d'asservissement et d'abrutissement qu'elles incarnent. Loin du boom mémoriel et des intenses débats agitant les anciennes métropoles esclavagistes, et auxquels participent aussi les Antilles, et malgré les initiatives lancées par certaines organisations internationales (telle l'UNESCO au travers de la Route de l'Esclave) qui

conduisent à aborder le thème au prisme de l'industrie touristique de la mémoire (Bellagamba 2009 ; De Jong & Rowlands 2007 ; Schramm 2007), la traite négrière et les différentes formes d'esclavage ayant existé restent des objets de silence sur le continent africain (Austen 2001 ; Klein 1989 ; Thioub 2005). Cela explique pourquoi, comme le rappelle Ferdinand De Jong dans sa chronique bibliographique croisée des ouvrages de Argenti (2007), Holsey (2008) et Shaw (2002), les traces de ces formes passées de violence seraient parfois moins à chercher du côté des discours explicites que dans les pratiques et les imaginaires collectifs, tels les usages des corps, les représentations du genre et des générations, ou encore les performances populaires.

Ces dernières contributions, en incluant aussi celle de Marie-Aude Fouéré sur Zanzibar, autorisent à revenir sur le rapport entre ces mémoires collectives transmises dans des espaces sociaux restreints et les mémoires visibles médiatisées au plan national et international. Ainsi, Christine Chivallon rappelle combien la conjoncture mémorielle actuelle aux Antilles françaises autorise une parole libérée de ceux qu'elle nomme les « porteurs » de mémoire, parole que les politiques d'occultation mises en place par les autorités coloniales sur l'expérience de l'esclavage avaient contraint non pas à l'oblitération totale, mais au silence. Dans sa contribution sur les mémoires de l'autoritarisme d'État à Zanzibar, Marie-Aude Fouéré rend compte du lien entre le surgissement des récits de victimes, autrefois totalement oblitérés, et le contexte de mondialisation des mémoires. Loin donc d'être un processus spontané, telles des « bulles du passé » (Chrétien & Triaud 1999 : 10) qui resurgiraient à la surface suivant un quelconque principe hydrodynamique, la mise en récit de ces « mémoires faibles » et l'irruption de narrations dans l'espace public, sont inséparables de la configuration contemporaine de revendications à un droit de mémoire. Si les mémoires familiales de l'émancipation des esclaves et de la fondation de villages rebelles dans la région de Kayes au Mali peuvent aujourd'hui tomber dans l'oubli, c'est sans aucun doute, comme l'indique Marie Rodet, que les acteurs concernés n'ont aucune raison, dans les hiérarchies identitaires faisant aujourd'hui autorité et orientant les positionnements sociaux, de se saisir de ce nouveau droit de mémoire.

Subjectivités morales et politiques

- 13 On voudrait clore notre propos en revenant sur la contribution du travail de la mémoire à la formation des subjectivités morales et politiques. Certes, l'hétérogénéité des mécanismes mémoriels, et la diversité de ses acteurs et des enjeux considérés enjoignent à la prudence dans l'affirmation de constantes mémorielles, encore moins d'universaux. Pourtant, il semble légitime de mettre l'accent sur un trait saillant des productions mémorielles, à savoir que dans le va-et-vient constant entre passé et présent se constituent des représentations et des positionnements individuels et collectifs qui définissent les sujets. Prenant nos distances avec des formulations intellectualistes caractérisant la mémoire comme seul « outil de préhension et de compréhension du monde » (*ibid.* : 11), on voudrait affirmer que la mémoire est aussi outil d'action sur le monde social. Toute opération de la mémoire produit simultanément des significations et des transformations. Que ces significations soient partagées et réappropriées, ou contrebalancées, questionnées et contestées ; que les individus et les groupes s'unissent pour mettre ces actes en œuvre, ou qu'ils se divisent et s'opposent, ne change rien au fait que c'est dans la dynamique même de production mémorielle que se forment des

subjectivités morales et politiques. À travers ce numéro, de manière affirmée ou simplement en filigrane, des modalités diverses de construction de ces subjectivités sont explorées en relation à la spécificité des configurations locales et nationales de la production, de la transmission et des usages de la mémoire, aussi bien qu'en rapport au contexte mémoriel international contemporain. Différents enjeux et ressorts les caractérisent, entre obédience à certaines formes d'autorités et résistance, contestation ou dissidence à d'autres, par l'articulation d'arguments logiques, historiques, philosophiques ou éthiques, ou par le déploiement d'actions concrètes. La boucle est bouclée, puisque partant d'une référence en demie teinte à l'ouvrage de Richard Werbner (1998a : 15), on conclut par un emprunt terminologique tiré de sa conclusion : les mémoires postcoloniales collectives visibles sont des « mémoires politisées », en ce sens qu'elles sont inséparables des modes de circulation et d'usage du pouvoir dans l'espace social considéré. Elles sont, par conséquent, constituantes des moralités politiques.

BIBLIOGRAPHIE

- AFRICHE E ORIENTI, 2007, « Il ritorno della memoria coloniale », numéro spécial, 1.
- AFRIKA SPECTRUM, 2006, « Memory Cultures », numéro spécial, 41 (2).
- AMIN, S., 1995, *Event, Metaphor, Memory. Chauri Chaura, 1922-1992*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press.
- AMSELLE, J.-L., 2008, *L'Occident décroché. Enquête sur les postcolonialismes*, Paris, Stock.
- ANDERSON, B., 1991, *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London-New York, Verso.
- ARGENTI, N., 2007, *The Intestines of the State : Youth, Violence, and Belated Histories in the Cameroon Grassfields*, Chicago-London, The University of Chicago Press.
- AUSTEN, R. A., 2001, « The Slave Trade as History and Memory : Confrontations of Slaving Voyage Documents and Communal Traditions », *The William and Mary Quarterly*, 58 (1) : 229-244.
- BAKHTINE, M., 1965, *L'œuvre de François Rabelais et la culture populaire au Moyen Âge et sous la Renaissance* (trad. Anurée Robel), Paris, Gallimard.
- BAUSSANT, M., 2007 « Penser les mémoires », *Ethnologie française*, XXXVII (3) : 389-394.
- BELLAGAMBA, A., 2009, « Back to the Land of Roots : African American Tourism and the Cultural Heritage of the River Gambia », *Cahiers d'Études africaines*, numéro thématique, « Tourismes. La quête de soi par la pratique des autres », XLIX (1-2), 193-194 : 453-476.
- BERGSON, H., 1896, *Matière et mémoire*, Paris, Alcan.
- BONNET, V., 2004, *Conflits de mémoire*, Paris, Karthala.
- BUFORD, W. & VAN DER MERWE, H., 2004, « Les réparations en Afrique Australe », *Cahiers d'Études africaines*, numéro thématique, « Réparations, restitutions, réconciliations », XLIV (1-2), 173-174 : 263-322.

- CADERNOS DE ESTUDOS AFRICANOS, 2006, « Memórias coloniais », numéro thématique, 9/10.
- CHAKRABARTY, D., 2000, *Provincializing Europe : Postcolonial thought and Historical Difference*, Princeton, Princeton University Press.
- CHARTIER, R., 1998, *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitude et inquiétude*, Paris, Albin Michel.
- CHAUMONT, J.-M., 1997, *La concurrence des victimes*, Paris, La Découverte.
- CHRÉTIEN, J.-P. & TRIAUD, J.-L., 1999, *Histoire d'Afrique. Les enjeux de mémoire*, Paris, Karthala.
- COLE, J., 2001, *Forget Colonialism ? Sacrifice and the Art of Memory in Madagascar*, Berkeley-Los Angeles-London, University of California Press.
- COPANS, J., 1990, *La longue marche de la modernité africaine. Savoirs, intellectuels, démocratie*, Paris, Karthala.
- DE JONG, F. & ROWLANDS, M., 2007, *Reclaiming Heritage : Alternative Imaginaries of Memory in West Africa*, Walnut Creek, CA, Left Coast Press.
- DE JORIO, R., 2006, « Introduction to Special Issue : Memory and the Formation of Political Identities in West Africa », *Africa Today*, 52 (4) : 79-106.
- DESLAURIER, C. & ROGER, A., 2006, « Mémoires grises. Pratiques politiques du passé colonial en Europe et Afrique », *Politique africaine*, 102 : 5-27.
- DIOUF, M., 1999, *L'historiographie indienne en débat : colonialisme, nationalisme et sociétés post-coloniales*, Paris, Karthala.
- ETHNOLOGIE FRANÇAISE, 2000, « Mémoires plurielles, mémoires en conflit », numéro spécial, XXXVII (3).
- FABIAN, J., 1996, *Remembering the Present : Painting and Popular History in Zaire*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press.
- FASSIN, D. & RECHTMAN, R., 2007, *L'empire du traumatisme. Enquête sur la condition de victime*, Paris, Flammarion.
- GÉDI, N. & ELAM, Y., 1996, « Collective Memory. What is It ? », *History and Memory*, 8 (1) : 30-50.
- GILLIS, J., 1994, *Commemorations : The Politics of National Identity*, Princeton, NJ, Princeton University Press.
- GINZBURG, C., 1980, « Signes, traces, pistes : racines d'un paradigme de l'indice », *Le Débat*, 6 : 3-44.
- HALBWACHS, M., 1994, [1925], *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel.
- 1997 [1950], *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel.
- 2008 [1941], *La topographie légendaire des Évangiles en Terre Sainte. Étude de mémoire collective*, Paris, PUF.
- HARTOG, F. & REVEL, J., 2001, *Les usages politiques du passé*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.
- HOLSEY, B., 2008, *Routes of Remembrance : Refashioning the Slave Trade in Ghana*, Chicago-London, University of Chicago Press.
- HUYSEN, A., 2003, *Present Pasts : Urban Palimpsests and the Politics of Memory*, Stanford, Stanford University Press.

- JEWSIEWICKI, B., 2004, « Héritages et réparations en quête d'une justice pour le passé ou le présent », *Cahiers d'Études africaines*, numéro thématique, « Réparations, restitutions, réconciliations », XLIV (1-2), 173-174 : 7-24.
- JEWSIEWICKI, B. & MUDIMBE, V. Y., 1993, *History Making in Africa*, Middletown, Wesleyan University Press.
- KLEIN, M. A., 1989, « Studying the History of Those Who Would Rather Forget : Oral History and the Experience of Slavery », *History in Africa*, 16 : 209-217.
- KÖSSLER, R., 2006, « La fin d'une amnésie ? L'Allemagne et son passé colonial depuis 2004 », *Politique africaine*, 102 : 50-66.
- LAVABRE, M.-C., 1994, « Usages du passé, usages de la mémoire », *Revue française de science politique*, 44 (3) : 480-493.
- 2000, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », *Critique internationale*, 7 : 48-57.
- LETOURNEAU, J. & JEWSIEWICKI, B., 2003, « Politiques de la mémoire », *Politiques et sociétés*, 22 : 3-15.
- LORAUX, N. (dir.), 1988, *Politiques de l'oubli*, Paris, Éditions du Seuil.
- 1997, *La cité divisée. L'oubli dans la mémoire d'Athènes*, Paris, Payot.
- MBEMBÉ, A., 2000, « À propos des écritures africaines de soi », *Politique africaine*, 77 : 16-43.
- 2006 « La colonie : son petit secret et sa part maudite », *Politique africaine*, 102 : 101-127.
- MONIOT, H., 1995, « L'histoire à l'épreuve de l'Afrique », *Cahiers d'Études africaines*, numéro thématique, « La démocratie déclinée », XXXV (2-3), 138-139 : 647-656.
- 1999, « Faire du Nora sous les tropiques ? », in J.-P. CHRÉTIEN & J.-L. TRIAUD (dir.), *Histoire d'Afrique. Les enjeux de mémoire*, Paris, Karthala : 13-26.
- NAMER, G., 1997, « Postface », in M. HALBWACHS, *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel : 237-295.
- NORA, P. (dir.), 1989, « Between Memory and History : Les lieux de mémoire », special issue, « Memory and Counter-Memory », *Representations*, 26 : 7-24.
- 1997 [1984-1987], *Les lieux de mémoire*, 3 vol., Paris, Gallimard (« Quarto »).
- POLITIQUE AFRICAINE, 2006, « Passés coloniaux recomposés. Mémoires grises en Europe et en Afrique », numéro thématique, 102.
- RENAN, E., 1992, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris, Presses Pocket.
- REVEL, J. (dir.), 1996, *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard-Éditions du Seuil.
- RICŒUR, P., 2000, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Éditions du Seuil.
- ROSSI, B. (dir.), 2009, *Reconfiguring Slavery : West African Trajectories*, Liverpool, Liverpool University Press : 1-25.
- ROUSSO, H., 1990, *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil.
- 2001, *Vichy. L'événement, la mémoire, l'histoire*, Paris, Gallimard.
- SCHRAMM, K., 2007, « Slave Route Projects : Tracing the Heritage of Slavery in Ghana », in F. DE JONG & M. ROWLANDS (eds.), *op. cit.* : 71-98.
- SCOTT, D., 1997, « “An Obscure Miracle of Connection” : Discursive Tradition and Black Diaspora Criticism », *Small Axe*, 1 : 19-38.

- SHAW, R., 2002, *Memories of the Slave Trade : Ritual and the Historical Imagination in Sierra Leone*, Chicago-London, The University of Chicago Press.
- THIOUB, I., 2005, « Regard critique sur les lectures africaines de l'esclavage et de la traite atlantique », in I. MANDÉ & B. STEFANSON (dir.), *Les historiens africains et la mondialisation. Actes du 3^e Congrès international de Bamako, 2001*, Paris, Karthala : 271-292.
- TRAVERSO, E., 2005, *Le passé, modes d'emploi. Histoire, mémoire politique*, Paris, La Fabrique.
- TROUILLOT, M. R., 1995, *Silencing the Past. Power and the Production of History*, Boston, Beacon Press.
- VAIL, L. & WHITE, L., 1991, *Power and the Praise Poem, Southern African Voices in History*, Charlottesville, University Press of Virginia.
- VALENSI, L., 1992, *Les Fables de la mémoire. La glorieuse bataille des trois rois*, Paris, Éditions du Seuil.
- WERBNER, R. (ed.), 1998a *Memory and the Postcolony*, New York, Zed Books.
- 1998b, « Beyond Oblivion : Confronting Memory Crisis », in R. WERBNER (ed.), *Memory and the Postcolony*, op. cit. : 1-17.
- WERBNER, R. & RANGER, T. O. (eds.), 1996, *Postcolonial Identities in Africa*, Londres, Zed Books.
- WHITE, H. V., 1973, *Metahistory : The Historical Imagination in Nineteenth-Century Europe*, Baltimore, John Hopkins University Press.
- WIEVIORKA, A., 1998, *L'ère du témoin*, Paris, Plon.

NOTES

1. Les travaux développés dans le cadre des études historiques sur la mémoire dans des espaces et à des époques diverses constituent ici une « boîte à outils » conceptuelle et théorique pour éclairer les dynamiques mémorielles suivant une approche anthropologique. Ce numéro ne vise pas à apporter une pierre à l'édifice historique de la mémoire, mais à ouvrir des pistes d'analyse pour saisir anthropologiquement les logiques qui guident les processus mémoriels et les significations investies dans ces processus par les acteurs sociaux.
2. La démarche poursuivie est à rapprocher, dans le champ de l'histoire, du programme de la micro-histoire comme « analyse à la loupe de faits circonscrits » (GINZBURG 1980). Sur les proximités entre enquête ethnologique et micro-histoire, voir le très éclairant ouvrage collectif dirigé par Jacques REVEL (1996).
3. Je tiens à remercier Ferdinand de Jong et les lecteurs anonymes de ce texte pour leurs précieux commentaires.
4. Les termes de « récits » et de « narrations » peuvent aussi être appliqués aux productions de la discipline historique, à condition de ne pas les confondre avec des « fictions » ou des « constructions imaginaires ». Si, depuis le *linguistic turn*, la remise en cause de la neutralité de l'écriture historiographique — par le dévoilement des traces de représentations *a priori* et des codes rhétoriques propres à une discipline et à un auteur (WHITE 1973) — est un fait acquis, on refuse cependant de verser dans une indistinction radicale qui assimilerait le fait à une construction discursive, et ferait équivaloir savoir historique et fiction (CHARTIER 1998 : 108-128 ; RICŒUR 2000 : 339-343). Tout l'effort d'intelligibilité du champ du savoir historique tient dans l'application d'une démarche

analytique et réflexive en vue de replacer des faits collectifs et des vécus singuliers réels dans des configurations politiques, économiques et sociales larges, éclairant ainsi les conditions conjoncturelles et structurelles ayant conduit à leur occurrence.

5. Voir les angles d'approche privilégiés dans les numéros spéciaux des revues *AFRICHE E ORIENTI* (2007), *POLITIQUE AFRICAINE* (2006) et *CADERNOS DE ESTUDOS AFRICANOS* (2006).

6. C'est l'orientation suivie dans le numéro spécial sur les mémoires en Afrique de la revue *AFRIKA SPECTRUM* (2006), mais aussi dans certaines contributions du numéro de *POLITIQUE AFRICAINE* (2006) déjà mentionné.

7. Voir le numéro spécial d'*ETHNOLOGIE FRANÇAISE* (2000) qui reprend ce trope morphologique pour évoquer les différences entre temps mesuré, temps vécu et temps remémoré.

8. Sur les politiques du silence et les stratégies de mise en oubli, voir notamment, dans des contextes variés, les textes de LETOURNAUX et JEWSIEWICKI (2003), LORAUX (1988, 1997), RENAN (1992), ROUSSO (1990).

AUTEUR

MARIE-AUDE FOUÉRE

Centre d'études africaines, Paris, EHESS.